

Initiatives ministérielles

té d'employer davantage de gens dans l'industrie du transport et de l'expédition pour aider l'économie de l'Ouest en permettant de conclure des accords de ventes de céréales à l'étranger et de respecter ces accords?

M. Walker: Monsieur le Président, je remercie le député de ma province pour sa question.

Je ne pense pas que les chiffres sur le chômage rendus publics vendredi dernier soient un réconfort pour le gouvernement sauf dans la mesure où ils permettent de croire à une amélioration de la situation dans certaines régions.

Nous voulons voir plusieurs mois consécutifs d'amélioration. Personne ne peut tirer satisfaction d'un taux de chômage national aussi élevé. Le député du Manitoba, et le député derrière lui, de Winnipeg, savent très bien que la situation exigera beaucoup plus de mesures. Winnipeg et d'autres villes canadiennes ne sont pas les seules à être touchées, c'est toute l'industrie agricole qui est frappée.

Si le député a des suggestions à faire pour stimuler le commerce des céréales, qui est une activité très importante pour l'Ouest et pour des villes portuaires comme Thunder Bay, Montréal et Vancouver, il peut avoir l'assurance que ses suggestions seront étudiées et discutées avec le ministre de l'Agriculture.

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, tandis que nous parlons des wagons à céréales, je ferai remarquer au député ministériel de même qu'à mon collègue réformiste du Manitoba que l'un des problèmes tient au fait que des wagons à céréales restent inutilisés partout au Canada. Beaucoup de ces wagons inutilisés se trouvent au Manitoba, notamment les anciens wagons à grains, de type wagon couvert.

S'ils sont inutilisés, ce n'est pas à cause des cheminots, du gouvernement ou de qui que ce soit. D'après ce que je crois comprendre, c'est parce que les syndicats du blé eux-mêmes ne veulent pas embaucher de travailleurs pour permettre aux élévateurs d'utiliser les anciens wagons couverts, car ils ont réduit les effectifs aux élévateurs.

Nous disposerions donc des wagons pour transporter des céréales si les responsables de l'embauche aux élévateurs rendaient possible l'utilisation de ces wagons. Ce n'est qu'une dimension du problème, mais c'est un fait qu'il faut faire connaître.

• (1225)

M. Walker: Monsieur le Président, le dossier des wagons à céréales, comme le sait le député de Winnipeg Transcona, est également lié à la voie ferrée de Churchill et à l'utilisation de ces wagons sur cette voie ferrée. Comme il le sait également, le député de Churchill a cherché très activement à promouvoir cet itinéraire, avec la collaboration du député de Saint-Boniface, dans la circonscription duquel se trouvent les gares de triage.

L'hon. Sheila Finestone (secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Situation de la femme)): Monsieur le Président, mon collègue a fait un discours très intéressant, et j'espère que tout le

monde le lira pour obtenir des précisions sur le merveilleux rôle qui a été joué à ce jour.

J'aimerais demander au ministre qu'il veille à ce que davantage de groupes de femmes, d'aînés et de représentants des communautés ethnoculturelles soient consultés lors des prochaines consultations qu'il entreprendra. Je sais que nous avons fait du bon travail, mais il semble que cela ne soit pas suffisant de leur point de vue. J'espère que des engagements seront pris quand nous parcourrons le pays d'un océan à l'autre, lors de la prochaine série de consultations.

M. Walker: Monsieur le Président, je remercie le ministre de ses observations. Je viens d'ailleurs de rencontrer en son nom un groupe de femmes de Winnipeg, une coalition de femmes noires qui a porté ces questions à mon attention. Je prends bonne note de leurs préoccupations.

M. Monte Solberg (Medicine Hat): Monsieur le Président, avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais dire un mot sur les observations du député qui vient de parler, soit le secrétaire parlementaire du ministre des Finances.

Il a brossé un tableau très optimiste de l'avenir de l'économie du pays. Pour équilibrer quelque peu les choses, je voudrais faire valoir d'autres points de vue sur les tendances à court terme de l'activité économique.

Je soulignerai d'abord que, depuis une semaine, les marchés boursiers sont très volatiles. Le dollar est encore très instable et les taux d'intérêt ont monté depuis peu.

Quand les économistes font des observations à ce sujet, ils soulignent, le plus souvent, que cette instabilité est attribuable à deux facteurs. Le premier facteur, c'est le niveau élevé de la dette et du déficit ainsi que le manque de confiance en la capacité du gouvernement de maîtriser ces derniers. Le deuxième, c'est la situation au Québec et la possibilité de la séparation du Québec.

J'exhorterai le gouvernement à tout mettre en oeuvre pour régler le problème de la dette et du déficit. Le ministre affirme certes qu'il veut y parvenir, mais force est de constater que son gouvernement n'a pas encore réussi à convaincre les marchés qu'il allait le faire. C'est pourquoi l'incertitude est si grande à l'heure actuelle. Les affaires et l'économie en général souffrent de ce manque de confiance.

Je parlerai de ce projet de loi en ce qui touche la demande de pouvoir d'emprunt pour la Société Radio-Canada. On justifie la demande en disant qu'en permettant à la SRC d'investir dans l'achat de systèmes et de matériel, on accroîtrait son efficacité future.

Cette demande soulève bien des questions. La première, et la plus importante, concerne son opportunité même. En ce moment, le gouvernement est sur le point d'amorcer une étude de la gestion et du financement de la SRC. La demande en cause est donc prématurée. En faisant pareille demande, on présume qu'à l'issue de son étude, le gouvernement décidera que la SRC gère bien ses fonds et qu'elle est un bon gestionnaire.

Je suis d'avis que les faits montrent que ce n'est pas le cas. Prenons, par exemple, le fait que la SRC a perdu plusieurs cadres supérieurs ces dernières semaines, ce qui réduit sûrement sa capacité de gestion.